



CGT FINANCES PUBLIQUES

DISI Paris Normandie

ESI CAEN
ESI NANTERRE
ESI ORLEANS
ESI ROUEN J. MOULIN
ESI ROUEN les MOUETTES
ESI VERSAILLES CHANTIERS
ESI VERSAILLES ST CLOUD
ESI FORT DE FRANCE

Déclaration liminaire –

Comité Technique Local du 17 mars 2016

Madame la présidente,

cela fait près de 9 mois que les élus CGT ne participent plus à aucun CTL. Et ils ne se présentent ni à la première convocation ni à la seconde.

Comme vous pouvez le constater notre mandat ne laisse pas de place à la compromission.

Aussi nous nous sommes adressés à vous à plusieurs reprises pour vous expliquer clairement les raisons des boycotts.

Et elles sont nombreuses :

le 15 octobre 2015 dans la lettre ouverte qui vous était adressée, nous dénonçons le non respect de la démocratie sociale et le passage en force du PPCR.

Comment est-il envisageable d'engager des négociations, pendant plusieurs années, avec l'ensemble des organisations syndicales pour au final ne pas respecter leur choix majoritaire.

Quel intérêt de travailler ensemble dans ce cas ? Quelle prise en compte des problèmes ? Quelle confiance en nos dirigeants ? Quel est le but du dialogue social ?

Vous imaginez bien que des questions se posent à tous les niveaux de l'État et des administrations.

Et sur le fond PPCR et RIFSEEP ont pour seules ambitions de faire exploser les statuts particuliers des 3 fonctions publiques, faire des économies colossales sur le dos des fonctionnaires, aligner les primes (vers le bas), systématiser et légitimer la mobilité forcée comme corollaire incontournable de la destruction des emplois, des missions, des structures et du service public, et passer toutes les fonctions supports en interministériel ! (RH, budget, logistique, immobilier, formation pro, informatique...)

A ce propos, nous vous demandons ce qu'il en est des mutualisations pour notre DISI et des expérimentations en cours dans les autres?

Le 18 décembre 2015, vous avez reçu une seconde lettre ouverte vous indiquant que les élus CGT Disi Paris-Normandie ne siègeraient pas. Sans surprise.

Pas question pour nous de cautionner les 16 nouvelles suppressions d'emplois pour 2016.

Nous ne vous accompagnerons pas dans le démantèlement de nos emplois, de nos missions, de nos services.

Enfin le 1^{er} mars, dans un dernier courrier nous vous demandions de stopper la campagne d'évaluation des agents B puisque dès 2016, l'échelon fixe est devenu la règle. Nous souhaitons que ce point soit à l'ordre du jour afin que vous apportiez tout l'éclairage nécessaire sur le tour de passe-passe qu'a joué notre Directeur Général alors que les autres fonctions publiques elles, n'y auraient pas droit ?

C'est avec impatience que nos collègues contrôleurs attendent votre réponse puisqu'ils viennent d'être notés. Garantissez-vous que les B bonifiés lors de l'évaluation sur l'année 2015 conserveront l'avancement pour leur prochain changement d'échelon ?

Madame la présidente,

plus aucun agent n'est dupe sur la volonté du gouvernement de réduire les salaires des fonctionnaires, diminuer leur nombre et casser leurs droits acquis, tous les prétextes sont bons aussi fallacieux soient-ils.

PPCR et RIFSEEP vont atomiser ce qu'est la fonction publique aujourd'hui.

En parallèle, le projet de loi EL KHOMRI va détruire les droits des salariés du privé...mais pas seulement.

Et bien entendu puisque c'est un poison pour les uns on l'administrera aux autres... par souci d'équité. Donc nous serons tous concernés par des dégradations majeures de nos conditions de travail avec les conséquences que l'on connaît.

En tant que responsable d'une des plus grandes directions informatiques de l'État vous devez être consciente de ce que cela signifie et du rôle que vous tiendrez dans ce carnage.

